

Relations UE-Azerbaïdjan

Les progrès sur le règlement du conflit du Haut-Karabakh ont été discutés lors de la 13e réunion de la Commission de coopération UE-Azerbaïdjan à Bruxelles.

L'UE a réaffirmé que la solution du conflit demeure une priorité absolue et a réitéré son soutien aux efforts déployés par le Groupe de Minsk de l'OSCE. Elle a confirmé son rôle d'appui complémentaire sur les mesures de confiance.

L'UE a exprimé sa préoccupation sur les incidents sur la ligne de front. Elle a exhorté les parties à maintenir la stabilité sur le terrain et à s'abstenir de déclarations belliqueuses agressives, ainsi que d'actions susceptibles d'accroître la tension.



"L'Europe est un défenseur, car elle a un représentant spécial qui se penche sur les conflits non seulement entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, mais aussi en Transnistrie et en Géorgie. L'Europe est à la recherche de manière intensive sur la façon de développer les négociations en cours entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan pour le règlement de ce conflit. Malheureusement, nous n'avons pas percé jusqu'à présent, je dis 'jusqu'à présent' parce que je crois que le conflit est résoluble," a déclaré le ministre des Affaires étrangères azerbaïdjanais, **Elmar Mammadyarov**.

"Les principaux médiateurs du Groupe de Minsk, c'est-à-dire les pays coprésidents - Etats-Unis, la France et la Russie, sont trois grands pays membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, qui ont voté en faveur de quatre résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies en 1993, indiquant comment le conflit devrait être réglé. Et notamment le retrait inconditionnel des troupes arméniennes des territoires occupés de l'Azerbaïdjan.

Ce que nous essayons d'expliquer à nos voisins arméniens, c'est que la situation de statu quo, qui existe aujourd'hui, est inacceptable. C'est, soit dit en passant, également la position des dirigeants des trois pays coprésidents."

Concernant le remplacement éventuel de la coprésidence française, Mammadyarov a déclaré que la politique étrangère de l'Azerbaïdjan n'est pas d'intervenir dans les questions intérieures d'une autre entité ou d'un autre l'État, et qu'il appartient aux membres du Parlement européen de décider de la chose. "Pour moi, en tant que ministre des Affaires étrangères d'un pays dont les territoires sont occupés, le plus important est le résultat."

Par contre, le bruit court dans les milieux diplomatiques que le médiateur américain Robert Bradtke quitte prochainement son poste de coprésident du Groupe de Minsk.

(...)



"Une nouvelle guerre dans le Haut-Karabakh peut éclater à tout moment. L'absence d'une troisième force entre les parties en conflit stimule les conditions d'une reprise de la guerre," a déclaré le directeur du Centre d'Etudes stratégiques auprès du président Aliiev, **Farhad Mammadov**.

"L'Azerbaïdjan n'a jamais exclu l'usage de la force dans le rétablissement de son 'intégrité territoriale',

ce qui est un 'droit naturel' du pays."

Ces déclarations prouvent que l'Azerbaïdjan ignore les propos des médiateurs internationaux et ainsi que la position des organisations internationales, et continue d'accuser l'Arménie de saboter les pourparlers de paix.

(...)

Bakou accuse cette fois le Groupe de Minsk d'absence de fondamentalisme, stigmatisant la position des médiateurs sur l'ouverture de l'aéroport de Stepanakert, et la désignant d'«honteuse».



"Ils doivent comprendre que si l'Arménie franchit le pas, cela va provoquer une grande crise. L'Azerbaïdjan ne pardonnera jamais cet acte illégal, ni ne gardera le silence," a déclaré le vice-ministre azéri des Affaires étrangères, **Araz Azimov**.

Cette prise de position fait suite aux propos du Premier ministre arménien qui déclarait : "l'ouverture de l'aéroport est un 'corridor vital pour la population de l'Artsakh'. La communauté

internationale doit exprimer clairement sa position sur la question dans un document international, demandant des sanctions contre tout pays qui tentera de résoudre le problème du Karabakh par la force."

Le groupe de Minsk, a toutefois réitéré ses recommandations de ne pas recourir à la force pour régler le problème de l'ouverture d'un corridor aérien.

Concernant le Représentant spécial pour le Sud-Caucase et la crise en Géorgie, Monsieur Azimov a ajouté :

"Philippe Lefort, 'doit expliquer' le but de sa visite au Haut-Karabakh. L'Azerbaïdjan n'est pas contre les visites des coprésidents du groupe de Minsk des territoires [occupés], car c'est de leur responsabilité. Quant aux différentes forces politiques de vouloir visiter ces territoires à certaines fins, nous ne leur accordons pas cette permission. L'UE n'est pas directement impliquée dans le règlement du conflit. Elle ne soutient que les efforts du Groupe de Minsk de l'OSCE. Si Monsieur Lefort veut visiter le Haut-Karabakh, il doit dire pourquoi.

Croyez-vous vraiment que Bakou va donner des permis de visites pour une soi-disante République indépendante du Haut-Karabakh ?" a-t-il souligné.

(...)

Commentant l'entretien du président Serge Sarkissian sur la chaîne russe 24, le porte-parole du ministère azerbaïdjanais des Affaires étrangères, **Elman Abdullayev**, a déclaré :



"C'est du pur populisme qui s'adresse à un auditoire national. Le président Sarkissian tente de justifier ses échecs en politique intérieure et étrangère en faisant ces déclarations. C'est un fait que les forces armées arméniennes sont sur le territoire azerbaïdjanais et que la communauté internationale la reconnaît comme agresseur.

Les coprésidents du Groupe de Minsk ont tous confirmé que le statu quo est inacceptable. Aujourd'hui, personne ne doit douter **que l'Azerbaïdjan est capable de restaurer son intégrité territoriale en utilisant des moyens appropriés**. Nous croyons que les pourparlers de paix doivent se poursuivre. Le potentiel diplomatique de négociations n'a pas encore été épuisé."

Abdullayev considère la présence des forces armées arméniennes au Karabakh comme le principal obstacle à la réussite des négociations, et d'ajouter :

"Les déclarations hostiles sont une fois de plus la preuve d'une approche non-constructive et militariste d'Erevan, ce qui nuit aux négociations. Il est regrettable que la communauté internationale observe en silence le processus sans exprimer la position de principe que le droit international est grossièrement violé par Erevan."

(...)



"Le déploiement de services de télécommunications dans le Haut-Karabakh est illégal et ne peut se faire sans l'autorisation de l'Azerbaïdjan. À cet égard, le gouvernement azerbaïdjanais a fait des déclarations officielles sur l'irrecevabilité de ces mesures, sans l'autorisation de l'Azerbaïdjan. Dans de nombreux cas, les activités des sociétés ayant travaillé au Karabakh ont été résiliées," a déclaré le ministère

azéri des Communications et des Technologies de l'Information, commentant la déclaration du Vice-président de Rostelecom **Naum Marder** à propos de la possibilité de lancer des services de télécommunication dans les territoires occupés.

(...)



Le Conseil de Soutien de l'Etat aux ONG auprès du président [Ilham Aliiev] a protesté sur les distorsions de la réalité concernant l'Azerbaïdjan dans le [rapport annuel de Freedom House](#).

"L'Arménie qui, pour certaines puissances, est considérée comme agresseur, se retrouve sur la liste des 'pays partiellement libres', ce qui montre ouvertement les intérêts qu'elle

sert. Freedom House, avec ses commentaires délirants sur la liberté 'restreinte' d'expression, de réunion et d'Internet en Azerbaïdjan, sur l'arrestation des blogueurs, sur les conditions de détention déplorables, est en train de créer une image négative de l'Azerbaïdjan. Le rapport en termes de contenu ne diffère pas des accusations de certains députés pro-arméniens. Ils continuent en observant les intérêts économiques, plutôt que les droits de l'homme en Azerbaïdjan. Ont-ils au moins une fois attiré l'attention sur le problème principal du pays, ayant un million de réfugiés et 20% du territoire occupé par l'Arménie," a déclaré le Conseil.

Le communiqué ajoute : "Freedom House avec ses rapports préparés sur la base des opinions subjectives de plusieurs ONG, n'est pas favorable à l'Azerbaïdjan, mène une campagne de diffamation nuisible à l'image

internationale du pays et facilite le processus d'aliénation du Haut-Karabakh de l'Azerbaïdjan.

Le Conseil de Soutien de l'Etat aux ONG auprès du Président, condamne fermement le rapport diffamatoire de Freedom House et engage les ONG du pays à s'unir contre les campagnes contre l'Azerbaïdjan."

(...)

Extraits du [rapport 2012 de Freedom House](#)

***L'Azerbaïdjan** accuse une baisse sensible en raison d'attaques à grande échelle contre la société civile, y compris sur la détention illégale et l'emprisonnement de militants politiques, de membres de l'opposition et des journalistes locaux et internationaux, sur les restrictions et les dispersions violentes des manifestations publiques, et les expulsions illégales de citoyens de leurs maisons.*

Pays	niveau de liberté	libertés politiques	libertés civiles	tendance
Haut-Karabakh	pas libre	6	5	
Arménie	partiellement libre	6	4	
Azerbaïdjan	pas libre	6	5	▼
Géorgie	partiellement libre	4	3	
Turquie	partiellement libre	3	3	
Chypre Nord	libre	2	2	

La note 1 représente le niveau le plus élevé et 7 la plus mauvaise.

▲ ▼ indique respectivement une amélioration ou une baisse de la note ou de l'état depuis la dernière enquête.

(Ndlr) : On note que le Haut-Karabakh est associé à l'image de Bakou et non à celle

d'Erevan ; alors qu'à Chypre Nord, la liberté serait plus grande qu'à Ankara. Lorsqu'on voit les questions posées, cela laisse dubitatif quant aux résultats des deux républiques non-reconnues.